

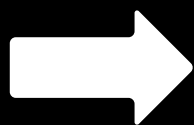


BUDGET LECORNU 2027

54 milliards d'euros d'« effort budgétaire ».

Retraites, fonctionnaires, arrêts maladie, APL, collectivités...

Tout est fait pour ne rien prendre aux plus riches.



Sauvegarde. Diffuse. Réponds.



@miaoulenchon



LES RICHES ÉPARGNÉ·ES

S'il y a une seule chose à retenir du budget qui va être présentée par Lecomu c'est cela :
Une nouvelle fois, les riches ne sont pas mis à contribution.

Lecomu veut trouver 54 milliards d'euros principalement en freinant les dépenses publiques et sociales. À ce stade, aucune nouvelle contribution majeure sur les hauts patrimoines n'a été annoncée, tandis que la surtaxe sur les grandes entreprises doit même être réduite.

Pendant ce temps, les entreprises du CAC 40 ont rendu en 2025 :

107,5 MILLIARDS € AUX ACTIONNAIRES



@miaoulenchon





Dont 72,8 Md€ de dividendes
et 34,8 Md€ de rachats d'actions.

Un record historique.

Et la France était déjà en 2024 le premier pays
d'Europe continentale pour les dividendes,
avec 68,8 milliards d'euros distribués par les
entreprises françaises suivies par Janus
Henderson.

Le débat sur ce budget commence donc ici :
54 milliards à trouver. Mais pas principalement
dans les revenus du capital.

L'effort annoncé repose donc d'abord sur les
dépenses publiques et sociales, tandis
qu'aucune nouvelle contribution majeure sur
les hauts patrimoines n'est prévue.



@miaoulenchon





LE CONTRAT A CHANGÉ

On nous répète : « On paie trop d'impôts et les services publics fonctionnent moins bien. »

Mais une partie de l'explication est ailleurs.

Depuis vingt ans, l'État a massivement réduit les cotisations sociales payées par les employeurs : 86,8 milliards d'euros d'exonérations en 2025.

Pour continuer à financer la Sécu, une part croissante du financement repose désormais sur la CSG, la TVA et d'autres recettes fiscales. La TVA affectée à la Sécurité sociale a notamment servi à compenser plusieurs vagues d'allègements de cotisations patronales. Une partie de la charge a donc été déplacée des entreprises vers l'impôt.

Et quand on nous explique aujourd'hui qu'il faut encore couper dans la dépense sociale, il faut commencer par regarder ce déplacement-là.



@miaoulenchon





54 MILLIARDS

Le chiffre est tombé le 17 septembre :
**environ 54 milliards d'euros d'effort
budgétaire en 2027.**

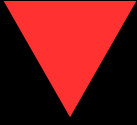
**Objectif du gouvernement : ramener
le déficit public autour de 5% du PIB, alors
qu'il pourrait approcher 6,5% sans nouvelles
mesures. Attention cependant : ces 54
milliards ne correspondent pas
intégralement à 54 milliards de suppressions
de crédits. Ils comprennent notamment des
dépenses freinées par rapport à leur
évolution spontanée, des économies et des
recettes supplémentaires.**

**Mais l'orientation est nette :
le gros de l'ajustement doit venir
de la dépense sociale.**



@miaoulenchon





L'ÉTAT À L'ARRÊT

Hors dette et défense, Lecornu veut maintenir une grande partie des dépenses de l'État au même niveau nominal qu'en 2026.

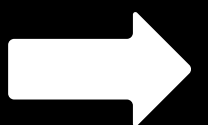
Avec une inflation prévue autour de 1,9 % en 2027 par la Banque de France, un budget simplement gelé perd mécaniquement du pouvoir d'achat. Justice, Intérieur, Recherche et Écologie doivent toutefois bénéficier de hausses de crédits.

Ce n'est donc pas un gel uniforme.

Mais pour les enveloppes réellement bloquées : zéro hausse en euros signifie donc une baisse en volume.



@miaoulenchon





FONCTIONNAIRES GELÉ·ES

Le point d'indice des fonctionnaires
sera gelé en 2027.

**Économie espérée par le gouvernement :
2 milliards d'euros. Sa valeur n'a déjà
pas été revalorisée depuis 2023.
Si les prix augmentent de 1,9 % comme
l'anticipe actuellement la Banque
de France, un gel intégral du traitement
indiciaire correspond à une nouvelle
érosion de sa valeur réelle.**

**Lecornu promet des discussions spécifiques
pour protéger les rémunérations les plus
faibles. Les modalités restent à définir.**



@miaoulenchon





RETRAITES SOUS PRESSION

Les retraité·es devront également
participer à l'effort.

**Montant annoncé : moins de 6 milliards
d'euros. Plusieurs pistes restent sur
la table : désindexation de certaines
pensions, gel des pensions les plus
élevées, modification de l'abattement
fiscal de 10 %**

**Le gouvernement promet de protéger les
petites retraites et affirme qu'aucune
pension ne baissera nominalement. Mais une
pension gelée pendant que les prix
augmentent perd malgré tout du pouvoir
d'achat réel.**



@miaoulenchon





APL AU FRIGO

Lecornu refuse une « année blanche »
générale des prestations.

**RSA, AAH, minimum vieillesse et petites
retraites seraient protégés.**

Mais le gel des APL reste envisagé.

**Or les aides au logement pèsent
particulièrement lourd dans le budget
des ménages modestes.**

**Selon l'Insee, elles représentent environ
9% du niveau de vie des 20% les plus
modestes, et jusqu'à 16% pour les 10% les
plus modestes. Elles contribuent à elles
seules à environ 12% de la réduction des
inégalités monétaires.**



@miaoulenchon





ARRÊTS MALADIE

Autre cible : environ 2 milliards d'euros d'économies sur les arrêts maladie.

Le gouvernement envisage également une réforme des ruptures conventionnelles : 100 millions d'euros d'économies en 2027, puis jusqu'à 800 millions en année pleine.

Mais à ce stade, les mécanismes précis permettant d'atteindre les 2 milliards sur les arrêts maladie ne sont pas tous publics.

C'est un point essentiel : le montant est annoncé avant que l'effet concret sur les salarié·es soit complètement documenté.



@miaoulenchon





TRAVAIL : 2,5 MD€

Le ministère du Travail devra trouver
2,5 milliards d'euros d'économies.

**Parmi les pistes évoquées :
réduction des enveloppes de certains
opérateurs, révision de dispositifs hérités
de la période Covid, nouveaux
ajustements autour du CPF.**

Le calendrier est particulier.

**La Banque de France prévoit un chômage
atteignant 8,4% fin 2026, avant une
amélioration progressive.**

**Autrement dit, les politiques de l'emploi et
de la formation sont appelées à économiser
plusieurs milliards dans une économie où le
marché du travail se dégrade déjà.**



@miaoulenchon





ÉTRANGER·ES CIBLÉ·ES

Le budget doit aussi introduire un délai de carence avant l'accès de certain·es étranger·es à des prestations sociales non contributives.

Lecornu présente cette mesure comme un « alignement de droits ». Mais ni sa durée exacte ni la liste complète des prestations concernées ne sont encore connues. Une chose est déjà établie : la nationalité ou la situation migratoire deviendrait un critère supplémentaire d'accès différé à certaines prestations sociales.

Il faudra donc regarder précisément le texte juridique présenté au Parlement.



@miaoulenchon





MÉDIAS PUBLICS RABOTÉS

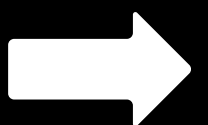
L'audiovisuel public aussi passe à la caisse.

Pour France Télévisions, l'État prévoit encore 47 millions d'euros de dotation en moins en 2027. Avec la baisse des recettes publicitaires, le groupe estime qu'il lui manquera 90 millions d'euros l'an prochain. Et derrière, l'offensive continue : le rapport Alloncle, porté par la droite ciottiste, réclame jusqu'à 1 milliard d'euros d'économies sur l'ensemble de l'audiovisuel public.

Moins de moyens, ce sont aussi moins de programmes, moins de création et moins d'information publique.



@miaoulenchon





ENTREPRISES : 3 MD€

Au même moment, Lecornu maintient sa promesse de « stabilité fiscale ».

La surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises resterait en place... Mais son rendement serait ramené d'environ 8 milliards à 5 milliards d'euros. Soit environ 3 milliards de recettes en moins. L'argument du gouvernement : préserver l'investissement et la croissance.

C'est l'un des choix distributifs centraux du budget : l'effort demandé aux dépenses augmente pendant que cette contribution exceptionnelle des entreprises diminue.



@miaoulenchon





ARMÉES : +6,4 MD€

Toutes les dépenses ne sont pas gelées.

Le budget des Armées doit progresser de 6,4 milliards d'euros en 2027.

C'est l'une des principales exceptions au tour de vis budgétaire. Justice, Intérieur, Recherche et Écologie doivent également bénéficier de crédits supplémentaires. Le débat budgétaire ne porte donc pas seulement sur le montant global des dépenses.

Il porte aussi sur leur hiérarchie : où l'État décide-t-il de réduire, de geler ou au contraire d'augmenter fortement ses moyens ?



@miaoulenchon





PLAIRE À L'EXTRÊME DROITE

Ce budget coche une série de marqueurs
portés depuis des années par la droite
et l'extrême droite :

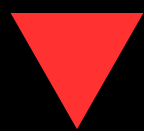
**moins de dépenses publiques
et sociales, gel des fonctionnaires,
restrictions sur certaines prestations,
délai de carence pour certain·es
étranger·es, pas de hausse générale des
impôts.**

**Et pendant qu'on cherche 54 milliards
d'euros d'« effort », la contribution
exceptionnelle des grandes
entreprises doit rapporter environ
3 milliards de moins.**



@miaoulenchon





L'EXCUSE DE LA DETTE

L'économie française tourne déjà au ralenti :

+0,4 % de croissance en 2026

+0,9 % attendu en 2027.

Et non, l'État n'a pas 3500 milliards à rembourser d'un coup comme un ménage endetté. La dette est continuellement refinancée : en 2026, 175,8 Md€ de titres arrivent à échéance, tandis que l'État prévoit 310 Md€ de nouvelles émissions. Ce qui compte réellement, c'est le coût des intérêts et les conditions de refinancement.

Les 54 milliards d'« effort » et surtout la façon de les répartir ne sont donc pas une fatalité comptable : ce sont des choix budgétaires et politique !



@miaoulenchon





AU FINAL

Ce budget assume donc une orientation très à droite :
l'effort repose surtout sur la dépense publique
et sociale, tandis que les plus riches et les grandes
entreprises sont relativement épargnés.

Il durcit aussi l'accès de certain·es étranger·es aux
prestations, dans un Parlement où le RN détient des
voix décisives pour faire tomber le gouvernement.

**Il y a fort à parier que le gouvernement
ne sera donc pas censuré.**

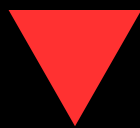
Et pendant qu'on coupe, gèle ou rabote ailleurs,
les Armées gagnent 6,4 milliards d'euros.

**Ce budget inscrit donc aussi dans les comptes
publics une préparation matérielle à la guerre :
réarmement accéléré, hausse massive des
dépenses militaires et priorité donnée
à la défense.**



@miaoulenchon





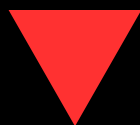
LES SOURCES :

- Le Monde, « Budget 2027 : le déficit dérape », 17 septembre 2026
- Reuters, « France plans €54 billion savings drive », 17 septembre 2026
- Le Monde, suivi des annonces budgétaires, 17–18 septembre 2026
- Banque de France, Projections macroéconomiques, septembre 2026
- Insee, Comptes nationaux T2 2026, 28 août 2026
- Insee, Redistribution monétaire, novembre 2025
- Insee, Dette publique T1 2026
- Assemblée nationale, effectifs des groupes politiques, septembre 2026
- OCDE, Perspectives économiques France 2026
- Ministère de l'Économie et des Finances, données budgétaires 2025–2026
- Anne-Laure Delatte (CNRS), France Inter — Zoom Zoom Zen, 2026



@miaoulenchon

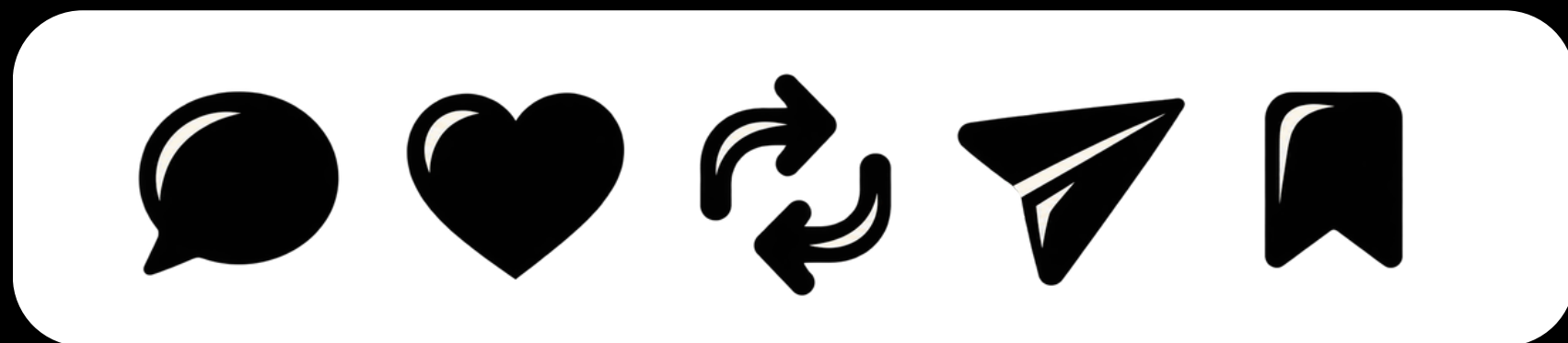




Vous aimez mon travail ?
Soutenez-moi sur Tipeee ❤️
Même 1 €, ça m'aide à continuer.
Lien dans ma bio.
<https://fr.tipeee.com/miaoulenchon/>



**SAUVEGARDE CE CHARROUSEL
ET DIFFUSE-LE LARGEMENT.**



**MELENCHON
2027.fr**



@miaoulenchon